



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8657^e séance

Lundi 4 novembre 2019, à 10 h 10

New York

<i>Présidente :</i>	M ^{me} Pierce	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M. Matjila
	Allemagne	M. Heusgen
	Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
	Chine	M. Wu Haitao
	Côte d'Ivoire	M. Adom
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} Craft
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M. de Rivière
	Guinée équatoriale	M. Esono Mbengono
	Indonésie	M. Djani
	Koweït	M. Alotaibi
	Pérou	M. Duclos
	Pologne	M. Lewicki
	République dominicaine	M. Singer Weisinger

Ordre du jour

Paix et sécurité en Afrique

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Paix et sécurité en Afrique

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M^{me} Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je souhaite chaleureusement la bienvenue à la Vice-Secrétaire générale, S. E. M^{me} Amina Mohammed, à qui je donne maintenant la parole.

La Vice-Secrétaire générale (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de m'avoir invitée à présenter un exposé au Conseil de sécurité sur la récente mission conjointe que j'ai effectuée avec l'Union africaine en Éthiopie, à Djibouti, en Érythrée et en Somalie. Il s'agit de ma quatrième visite axée sur les femmes, la paix et la sécurité et le développement, et de la troisième mission conjointe de solidarité menée avec l'Union africaine. Je me félicite de la présence à mes côtés de l'Ambassadrice Fatima Kyari Mohammed.

À la demande du Premier Ministre du Soudan, je me suis également rendue dans ce pays avec des hauts responsables de l'ONU pour me concentrer sur l'appui à la transition, à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et au rôle moteur des femmes. Ces missions sont l'occasion de renforcer la mise en œuvre des cadres communs ONU-Union africaine sur la paix et la sécurité, du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et de l'initiative « Faire taire les armes en Afrique d'ici 2020 ».

Je voudrais saluer le leadership du Président Moussa Faki Mahamat et de M^{me} Bineta Diop, Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, qui ont dirigé la délégation de l'Union africaine.

Dans tous les pays où nous nous sommes rendus, nous avons rencontré des chefs d'État, des ministres, des femmes hauts fonctionnaires, des membres de la société civile, des représentants de la communauté internationale et nos équipes de pays et missions de

maintien de la paix des Nations Unies. J'ai quitté ces cinq pays avec un sentiment d'espoir et d'optimisme. Les chances de paix dans cette région sont bien réelles. La communauté internationale, de concert avec ces pays, peut trouver des solutions durables aux défis complexes auxquels la région est confrontée.

Chaque pays avance à son propre rythme via un processus de réforme et de transformation. Et dans tous ces pays, les femmes jouent un rôle de chef de file essentiel pour la cohésion sociale, le renouveau économique et la paix. Les dirigeants de ces pays déploient des efforts concrets pour placer la question de l'égalité des sexes et une meilleure représentation des femmes au cœur des réformes afin de tirer avantage des liens entre l'inclusion, la stabilité et la paix, et de concrétiser les efforts de prévention au cours de ces transitions complexes.

L'Éthiopie a maintenant sa première Présidente, et la moitié des ministres du Gouvernement sont des femmes. Ensemble, elles occupent certains des postes de décision les plus importants dans le pays. La Présidente est à la tête de l'action menée en faveur de la cohésion sociale. Les ministères de la paix, du travail et de l'infrastructure sont occupés par des femmes, et ces dernières sont à la tête de la Commission électorale nationale et de la Cour suprême. Le programme du Gouvernement comporte des réformes juridiques de grande envergure visant à améliorer l'égalité entre les sexes. Tout cela a été cité par le Comité Nobel lorsqu'il a attribué le prix Nobel de la paix au Premier Ministre Ahmed le mois dernier. Je me suis également entretenue avec l'initiative Mothers for Peace (Mères pour la paix) qui travaille au sein des communautés pour réparer le tissu social du pays, et avec des femmes qui ont servi en tant que soldats de la paix des Nations Unies. Je note que l'Éthiopie est notre plus grand fournisseur de contingents.

En Somalie, nous avons rencontré le Premier Ministre et les ministres femmes dynamiques qui mettent en place des réformes en vue de relever le défi de la faible représentation des femmes dans la vie politique. Nous avons entendu des exposés présentés par des femmes de la société civile qui sont en première ligne s'agissant de prévenir la propagation de l'extrémisme violent. Nous avons également rencontré la cheffe de la Commission électorale nationale indépendante, qui a une tâche difficile à accomplir. Nos efforts en Somalie doivent s'attacher en priorité, à fournir un appui financier pour la tenue d'élections libres, régulières et inclusives

l'année prochaine, ainsi qu'à soutenir les priorités de développement national du Gouvernement, notamment l'allègement de la dette. Il y a des îlots de stabilité dans le pays sur lesquels nous pouvons faire fond, mais cela requiert plus de coopération entre le Gouvernement central et les États membres de la Fédération et une feuille de route pour la justice transitionnelle et la réinsertion sociale.

En Érythrée, l'un des rares pays au monde où les femmes se sont battues en grand nombre en premières lignes du mouvement pour l'indépendance, l'égalité des sexes et le leadership des femmes sont considérés comme une réalité incontestable. Nous avons rencontré de jeunes femmes entrepreneurs et nous avons vu les investissements faits dans l'infrastructure critique – barrages à usages multiples, énergie solaire, routes – qui réintégreront le pays dans la région. Si elle est encore balbutiante, la reprise des relations entre l'Érythrée ne progresse pas moins à grands pas. Une occasion unique se présente en ce moment et la communauté internationale se doit de la saisir pour appuyer une plus grande intégration et pérenniser la paix.

À Djibouti, nous avons rencontré des femmes locales qui ont construit des centres communautaires pour prendre en charge des enfants handicapés et aider les femmes réfugiées et migrantes dans un contexte où de nombreuses jeunes femmes fuyant le conflit ou migrant à la recherche d'une vie meilleure deviennent victimes de la traite des êtres humains et d'abus effroyables. Le pays a adopté dernièrement une loi qui garantit un congé de maternité plus long, une meilleure protection contre la violence, la parité des sexes dans la fonction publique et le secteur privé, et un quota de femmes au Parlement.

Au Soudan, j'ai rencontré des femmes qui étaient le moteur de la révolution et qui revendiquent aujourd'hui égalité et inclusion sociale dans toutes les couches de la société.

Tout ceci renforce la nécessité de remettre en question nos propres discours et nos mentalités. La région que j'ai vue a certaines des économies les plus dynamiques du continent; elle est riche en ressources naturelles, dispose de capacités extraordinaires, en particulier parmi les jeunes, et est engagée dans de véritables réformes. Tels sont les éléments qu'il nous faut appuyer, et les histoires qu'il nous faut partager.

La voie à suivre pour la Corne de l'Afrique ne sera pas facile. Les bases d'une transition de la paix

à un développement durable ont été jetées. Mais faire fond sur ces bases fragiles nécessitera de l'unité et de la coopération dans l'ensemble de la région, ainsi qu'un terrain d'entente au niveau international afin d'accompagner ces transitions. Cela est particulièrement vrai s'agissant d'aider les réfugiés et les personnes déplacées, qui se comptent en dizaines de milliers, dont beaucoup sont vulnérables à la traite, ainsi que de trouver des solutions régionales aux défis de la protection, notamment la violence sexuelle, dans les zones où le conflit fait encore rage.

Il ressort clairement de nos visites que tous les pays de la région vivent la même situation. Certes, chacun a une nuance propre, mais leurs destins s'entrecroisent. Ce qui se passe dans un pays aura des répercussions sur les autres, c'est pourquoi une approche régionale et une collaboration véritable sont d'une importance capitale. À cet égard, je suis encouragée par les signes de revitalisation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement. Cette plate-forme sera essentielle pour indiquer les voies nécessaires à suivre que nous pourrions tous appuyer.

C'est également pour cette raison qu'il était important que la mission soit menée conjointement avec l'Union africaine. En œuvrant de concert, nous pouvons faire beaucoup plus. Comme nous l'a dit un responsable gouvernemental, cette mission conjointe a changé la nature de la relation avec l'Organisation des Nations Unies comme avec l'Union africaine, en termes de qualité et de teneur du dialogue. Ce qu'il faut maintenant, c'est poursuivre et approfondir ce dialogue et ce partenariat, et s'en servir pour encourager des solutions et une unité régionales.

Enfin, je voudrais en venir au Soudan. La semaine dernière, le Conseil a écouté l'histoire extraordinaire d'une jeune femme, Alaa Salah, dont l'image est devenue synonyme des manifestations à Khartoum (voir S/PV.8649). J'ai rencontré Alaa, ainsi que trois autres femmes militantes de la société civile – Huda Shafiq, Safaa Adam et Samah Mohamed – ici à New York, après m'être entretenue avec leurs compatriotes à Khartoum et El-Fasher. Grâce aux efforts de ces femmes extraordinaires et de milliers d'autres comme elles, le Soudan est en train de voir naître une aube nouvelle. Nous devons être prêts à aider le peuple et le Gouvernement via une transition réussie qui ouvre la voie à des élections réellement inclusives et à une paix durable.

Je salue la récente décision du Conseil, prise à l'unanimité, de proroger le mandat de la MINUAD pour une année supplémentaire, ainsi que d'y inclure un appui au processus de paix et aux activités de consolidation de la paix. Durant ma visite à El-Fasher et lors de mes rencontres avec des femmes des communautés locales, ces dernières ont clairement indiqué qu'un retrait prématuré risquerait de créer un vide sécuritaire, ce qui les exposerait à une plus grande violence et compromettrait les avancées enregistrées sur la voie de la stabilité économique.

Nous venons de participer avec le Gouvernement soudanais à un exercice de visualisation de l'ensemble du système qui nous permettra de répondre à l'évolution de la situation et d'appuyer les priorités arrêtées par le Soudan pour les trois prochaines années de la transition. Cet exercice établit une vision de notre partenariat avec le peuple soudanais et de notre soutien à ceux qui dirigent la transition - les Forces pour la liberté et le changement, le Conseil souverain et le Gouvernement provisoire - et au plan national de développement qu'ils ont élaboré ensemble. Nos réponses séquenceront les activités à mener dans l'immédiat et à long terme, en phase avec les priorités arrêtées par le Gouvernement, notamment le processus de paix, le développement économique et social, les réformes économiques, la réinsertion des personnes déplacées et une justice transitionnelle et une réconciliation globales.

Il s'agit là d'un vaste programme qu'il faut, certes, mettre en œuvre en urgence, mais il faut aussi gérer les attentes. Je prie instamment le Conseil, et plus généralement la communauté internationale, d'aider à définir des mesures concrètes qui puissent être mises en œuvre à court terme, durant les trois prochains mois, tout en maintenant la dynamique et en répondant aux nécessités à moyen et long termes d'une paix durable.

Parallèlement, le Gouvernement s'est engagé à s'attaquer aux causes profondes. Je ne saurais exprimer cela mieux que le Ministre soudanais qui m'a dit :

« Ce ne sont pas les documents de paix qui manquent au Soudan. Nous avons des rayons entiers d'accords de paix admirablement rédigés depuis l'indépendance. Nous devons nous attaquer aux causes profondes – l'exclusion, les droits de l'homme, la marginalisation et le sous-développement. Nous avons besoin d'un Plan Marshall pour les régions de notre pays et l'appui de la communauté internationale pour le mettre en œuvre ».

Répondre à la possibilité qui s'offre au Soudan nécessitera de mettre de côté nos méthodes de travail habituelles. L'investissement dans le développement doit accompagner la transition si nous voulons qu'il s'ancre et prenne de l'essor. Des efforts continus dans un grand nombre de domaines critiques tels que la radiation des listes et l'allègement de la dette, sont nécessaires de toute urgence pour permettre au Soudan de prendre un nouveau départ, tout comme le sont des solutions créatives pour mobiliser les ressources nationales et les investissements extérieurs, entreprendre des réformes fiscales et recouvrer les avoirs volés.

S'ils avancent à des rythmes différents, tous les pays de la région vont toutefois dans la bonne direction. Nous devons saisir cette occasion pour investir dans la paix et l'appuyer, et promouvoir la participation et le leadership des femmes, l'éducation, les dividendes de la paix, des élections libres et régulières et des projets à court terme et à fort impact qui bénéficieront aux plus défavorisés.

Pour avoir rencontré le personnel de l'ONU dans chaque pays, je puis témoigner de leur courage, de leur sacrifice, de leur engagement, de leur motivation, et de leur détermination à emprunter cette voie ensemble afin d'appuyer les objectifs collectifs de leurs homologues nationaux.

Cela comprend tout, du personnel du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, qui dirige notre partenariat avec l'Union africaine en matière de paix et de sécurité, en passant par les efforts novateurs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en matière de trafic dans la région, le travail d'ONU-Femmes pour mobiliser et appuyer les revendications des femmes, le rôle du Programme des Nations Unies pour le développement en faveur du développement durable, les efforts de la Commission économique pour l'Afrique en faveur du renforcement des économies, et tous ceux qui servent dans notre équipe de pays sous le leadership de nos coordonnateurs résidents, parallèlement au travail essentiel de nos missions politiques et de maintien de la paix. Avec la solidarité et l'appui de la communauté internationale, ces pays peuvent surmonter leurs difficultés et devenir un point d'ancrage pour la croissance et la stabilité dans l'ensemble de la région et sur le continent africain.

Enfin, je voudrais rendre hommage à nos soldats de la paix et mentionner spécifiquement les femmes qui travaillent au service du maintien de la paix. Dans chacun des pays que nous avons visités, l'importance

cruciale des femmes dans les forces de sécurité, la police, l'armée et le maintien de la paix était très claire. Envers et contre tout, ces femmes renforcent nos efforts de protection, augmentent la crédibilité de notre action, s'engagent dans la médiation au niveau local, et permettent aux communautés de se sentir plus à l'aise. Et pourtant, les femmes représentent encore moins de 4 % des soldats de la paix déployés sur le terrain. Il est non seulement possible mais indispensable d'en faire davantage. Les femmes nous ont fait part de leurs difficultés pratiques. Même lorsqu'elles sont enrôlées dans le service national de sécurité de leur pays, il arrive souvent qu'on ne leur offre pas les possibilités nécessaires pour être déployées, qu'il s'agisse de lire des cartes ou d'acquérir des compétences spécifiques en conduite ou en informatique. Lorsqu'elles sont déployées, elles sont souvent victimes de harcèlement ou on leur demande de servir du thé et du café plutôt que de patrouiller les communautés. Les équipements que nous fournissons ne correspondent pas aux besoins des femmes. Dans des contextes comme celui de la Somalie, où les femmes doivent se couvrir la tête, c'est aux femmes qu'il revient de trouver un moyen de le faire. Et même si c'est peut-être la première fois que ces mots sont prononcés au Conseil de sécurité, je tiens à préciser que les serviettes hygiéniques sont une nécessité fondamentale pour les femmes mais qu'elles ne font pas partie de leur kit de déploiement.

J'espère que ces questions seront examinées cet après-midi lorsque le Conseil de sécurité reprendra le débat public sur les femmes et la paix et la sécurité. J'exhorte humblement le Conseil à tenir compte des vents du changement, afin que nous puissions continuer à œuvrer pour la paix dans tous les cœurs et dans toutes les nations.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie la Vice-Secrétaire générale de son exposé instructif. Son appel a été entendu.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Mohammed.

M^{me} Mohammed (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter la délégation britannique auprès de l'Organisation des Nations Unies de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de novembre. Je tiens également à remercier l'Ambassadrice Pierce, et par son intermédiaire le Royaume-Uni, de nous donner l'occasion de faire rapport au Conseil de sécurité sur notre récente mission de solidarité conjointe Union africaine-ONU dans la Corne de l'Afrique, qui était dirigée par ma chère sœur, S. E. M^{me} Amina

Mohammed, Vice-Secrétaire générale – avec qui je suis honorée de faire aujourd'hui un exposé au Conseil – et S. E. M^{me} Bineta Diop, Envoyée spéciale du Président de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité.

Comme l'a indiqué la Vice-Secrétaire générale, plusieurs dirigeantes de la Commission de l'Union africaine et de l'ONU ont mené une mission de solidarité conjointe sur la participation des femmes à la paix, à la sécurité et au développement, et se sont rendues dans plusieurs pays de la Corne de l'Afrique du 21 au 26 octobre. Le premier jour, la mission conjointe a fait un exposé au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sur la finalité de la mission. Nous avons également rencontré le Président de la Commission de l'Union africaine pour échanger des points de vue et des conseils sur les engagements proposés pendant la mission. Le principe central de ces missions est d'appuyer les initiatives des femmes et de renforcer leur rôle et leur leadership dans les processus de paix, la gouvernance et le développement de leurs communautés et de leurs pays, et, à terme, la transformation de l'Afrique par le biais de processus inclusifs.

La mission dans la Corne de l'Afrique est la troisième mission de solidarité conjointe Union africaine-ONU. L'année dernière, en juillet 2018, nous avons eu l'occasion de faire rapport au Conseil de sécurité après la deuxième mission conjointe, qui nous avait conduits au Soudan du Sud, dans le bassin du Lac Tchad et dans la région du Sahel (voir S/PV.8306). Nous avons alors constaté de première main que la paix, la sécurité et le développement avaient peu de chances de perdurer sans la participation pleine et effective des femmes et des jeunes, qui sont en première ligne pour lutter contre l'insécurité climatique, la radicalisation et l'extrémisme violent. Nos efforts cette année ont mis en exergue des réalités poignantes de femmes et de filles qui continuent de souffrir d'exclusion, de conflits communautaires, de déplacements internes, de flux migratoires incontrôlés et d'extrémisme violent. Toutefois, malgré les défis auxquels sont confrontées les femmes, les filles et les jeunes dans la Corne de l'Afrique, notre délégation a également été témoin de signes de résilience, d'engagement et d'une forte impulsion en faveur de la transformation de la région. En effet, dans tous les pays que nous avons visités, la délégation a pu constater la créativité et l'innovation des femmes dans les sphères politique et socioéconomique de leur société. Nous devons tous appuyer leurs initiatives louables et courageuses. Dans ce contexte, je souhaite partager

certaines de nos expériences et de nos perceptions issues de la visite de cette année.

En Éthiopie, notre délégation conjointe a pris le temps d'écouter les témoignages de femmes qui dirigent les efforts de consolidation de la paix au niveau local. L'initiative Mothers for Peace (Mères pour la paix) s'est efforcée de sensibiliser les jeunes aux dangers de la division ethnique alors que l'Éthiopie s'engage à construire un pays démocratique et pacifique. La délégation a également rencontré des femmes soldats de la paix, qui jouent un rôle central dans l'engagement de l'Éthiopie dans les opérations de paix. Nous avons participé au lancement du chapitre national éthiopien du Réseau des femmes d'influence en Afrique, avec la Présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, S. E. M^{me} Sahle-Work Zewde, elle-même pionnière de ce réseau. Le chapitre national éthiopien du Réseau des femmes d'influence en Afrique s'efforcera de contribuer à assurer l'inclusion financière des femmes, à autonomiser les femmes rurales, à encadrer les jeunes femmes et à appuyer leur participation à la paix et au développement. Notre délégation s'efforce en outre de continuer à appuyer les mouvements dirigés par des femmes qui, par l'intermédiaire de ce réseau, transforment la vie des populations sur le terrain. Nous avons également visité un foyer d'accueil pour les femmes victimes de la traite et nous les avons écoutées parler de leurs souffrances tandis qu'elles tentent de comprendre leurs expériences et de guérir de leurs blessures physiques et mentales. L'Union africaine, en partenariat avec ses États membres, joue un rôle moteur dans la lutte contre la traite des êtres humains dans la région. L'Initiative de l'Union africaine sur la traite des êtres humains et le trafic des migrants dans la Corne de l'Afrique offre aux pays de la région une plateforme pour échanger des informations, partager leurs expériences et débattre des politiques et stratégies permettant de faire face efficacement à cette menace.

À Djibouti, notre délégation conjointe a rencontré des femmes parlementaires et des femmes cheffes d'entreprise du secteur des nouvelles technologies et des médias, ainsi que des médecins qui dirigent la transformation sur le terrain. Notre rencontre avec le Président de la République, S. E. M. Ismaïl Omar Guelleh, a été très positive. Il a réaffirmé l'engagement de son pays à renforcer la participation des femmes à la gouvernance et à la paix, en particulier à la lumière de la nouvelle ère de paix dans la région. L'Union africaine reste déterminée à appuyer le Gouvernement, les femmes et les jeunes de Djibouti dans leurs efforts pour

atteindre les objectifs énoncés dans l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons et dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

En Somalie, la mission conjointe a été reçue par le Premier Ministre, S. E. M. Hassan Ali Khayre, et d'autres hauts responsables. Nos consultations ont porté sur la participation des femmes aux élections et la prévention de l'extrémisme violent. Au siège de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), nous avons été inspirés par nos engagements auprès des femmes soldats de la paix. Nous avons participé à leurs activités au niveau communautaire, ainsi qu'à l'amélioration des relations entre les secteurs civil et militaire, ce qui permet à l'AMISOM d'appuyer les initiatives nationales sur le leadership des femmes pour la paix et les élections. L'Union africaine réaffirme son engagement en faveur de la participation des femmes à sa mission dans ce pays, et encourage activement ses États membres à accroître la participation des femmes dans les opérations de maintien de la paix et à augmenter le nombre de femmes dans leurs services nationaux de défense et de sécurité.

En Érythrée, l'autonomisation économique des femmes a occupé une place importante dans les interactions concernant les projets de barrages menés par de jeunes femmes ingénieurs pour fournir de l'eau aux ménages et à l'agriculture. La délégation conjointe s'est également entretenue avec l'Union nationale des femmes érythréennes, une force de premier plan pour les femmes qui remonte aux années de la lutte pour la libération. Nous avons également rencontré un groupe dynamique de jeunes femmes qui sont déterminées à bâtir leur pays et trouvent leur inspiration dans un avenir plein d'espoir et de potentiel. La délégation conjointe a également tenu une réunion fructueuse avec le Président de l'Érythrée, M. Isaias Afwerki, ainsi qu'avec des ministres, de hauts responsables du Gouvernement et la communauté diplomatique. Nous avons eu d'importants échanges et discuté de la participation effective des femmes dans tous les secteurs dans l'intérêt de la paix, de la sécurité et du développement. Malgré les perceptions positives qui se dégagent des initiatives sur le terrain, il ne fait aucun doute qu'il nous faut redoubler d'efforts afin de rester sur la bonne voie dans la réalisation des objectifs de développement que nous nous sommes fixés.

La semaine dernière, au cours du débat public sur les femmes et la paix et la sécurité (voir S/PV.8649), il nous a été rappelé que les réalités sur le terrain sont loin de refléter les déclarations et les engagements pris lors

de nos délibérations et décisions. Le moment est venu de briser ce cycle. Les aspirations et les initiatives des femmes que nous avons entendues et vues au cours de nos interactions dans les quatre pays montrent clairement que la participation des femmes est impérative si nous voulons tenir nos engagements. Il faudrait accorder la priorité à l'appui fonctionnel à leurs organisations et projets et à la poursuite de la collaboration avec les États Membres afin de créer un environnement propice à la participation des femmes à la prise de décisions, à tous les niveaux, de la base aux échelons supérieurs.

En français, on dit que l'union fait la force. En effet, les efforts concertés entre nos deux institutions, guidés par les cadres de coopération pour la paix, la sécurité et le développement, offrent une occasion unique de combler les lacunes en matière de leadership des femmes. J'ai eu l'occasion d'informer le Conseil la semaine dernière (voir S/PV.8650), aux côtés de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Hannah Tetteh, sur la coopération UA-ONU, qui continue de se renforcer à mesure que nous faisons des progrès importants dans un certain nombre de domaines. Il est important que nos organismes continuent d'appuyer les initiatives des femmes, car elles ont une incidence sur les collectivités. À la Commission de l'Union africaine, dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, nous voulons mettre l'accent sur la mise en œuvre des engagements pris par divers acteurs et nous sommes fermement convaincus que le partenariat avec les organisations de femmes permettra de prendre des mesures concrètes.

Je voudrais terminer par les observations suivantes. Premièrement, il faut soutenir la Corne de l'Afrique et l'encourager à investir dans ses femmes et ses jeunes. Deuxièmement, nous avons vu dans tous les pays que nous avons visités des initiatives de femmes visant à renforcer la participation des femmes aux efforts de paix, à la gouvernance et au développement axées sur le service à la communauté. Elles ont besoin du soutien des États Membres et des partenaires. Troisièmement, les femmes soldats de la paix de la Mission de l'Union africaine en Somalie jouent un rôle clef dans la sensibilisation des femmes somaliennes au leadership et à l'engagement communautaire. Il est important de continuer à soutenir leurs efforts et de leur fournir des moyens adéquats tenant compte des sexospécificités afin de créer un meilleur environnement de travail pour elles. Enfin, la nouvelle ère de paix dans la Corne de l'Afrique offre une immense possibilité de renforcer la coopération régionale. C'est l'occasion de

faire preuve d'une véritable solidarité avec les peuples et les gouvernements de la région. J'appelle nos deux institutions à être à l'avant-garde de cette solidarité et à répondre aux aspirations des peuples de la Corne de l'Afrique à devenir une région pacifique, stable et intégrée.

Je voudrais terminer en saluant les efforts déployés par les femmes et les dirigeants de Djibouti, de l'Érythrée, de l'Éthiopie et de la Somalie. L'Union africaine demeure fermement convaincue qu'il est urgent d'appuyer ces efforts régionaux pour assurer la pleine renaissance de la Corne de l'Afrique, conformément à nos aspirations continentales à la paix, à la sécurité et au développement.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Mohammed de son exposé.

Je salue la présence dans la salle de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Pramila Patten, et la remercie de sa présence parmi nous aujourd'hui.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Craft (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Vice-Secrétaire générale de son exposé. Je félicite l'Afrique du Sud d'avoir présidé avec succès le Conseil de sécurité et je souhaite la bienvenue à la présidence du Royaume-Uni pour le mois de novembre.

Le succès des travaux du Conseil dans la Corne de l'Afrique dépend d'une bonne compréhension des questions clefs. C'est pourquoi les États-Unis sont reconnaissants de l'attention particulière portée aux détails, en particulier au rôle joué par les femmes et les jeunes dans les processus de paix. Je remercie M^{me} Fatima Mohammed de son exposé. Oui, il est temps de briser le cycle. Je voudrais souligner que nous avons l'occasion de le faire dans le cadre du processus de paix en cours au Soudan du Sud.

La semaine dernière (voir S/PV.8649), j'ai noté que les États-Unis avaient publié une stratégie sur les femmes et la paix et la sécurité. Au cœur de ce document historique se trouve un engagement en faveur d'une participation pleine, effective et significative des femmes aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Si une plus grande participation des femmes est la bienvenue en soi, notre attachement à ce

principe découle du fait que nous comprenons que les femmes, contrairement aux hommes, améliorent l'efficacité des missions d'une manière spécifique. À titre d'exemple, étant donné que les communautés locales et les zones de conflit sont en grande partie composées de femmes et d'enfants, les femmes soldats de la paix ont la capacité unique de mener des activités de sensibilisation et d'instaurer la confiance parmi les populations en difficulté et traumatisées. Nous devons nous efforcer d'accroître le nombre de femmes dans les contingents militaires, les unités de police et les forces de soutien civiles. Les États-Unis continueront de collaborer avec les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police pour renforcer les capacités de tous les soldats de la paix, puisque plus de 11 000 femmes participent à l'Initiative en faveur des opérations de paix dans le monde. Nous exhortons de nouveau tous les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police à adopter et promouvoir des politiques pour atteindre ces objectifs.

Les États-Unis demeurent également déterminés à faire progresser la sécurité de manière plus générale dans la Corne de l'Afrique. Nous appuyons les efforts visant à stabiliser la Somalie en faisant progresser le processus du fédéralisme, y compris par le biais d'élections pacifiques, inclusives et démocratiques l'an prochain. Nous saluons les efforts déployés par l'Érythrée pour élaborer et mettre en œuvre un accord de paix avec l'Éthiopie et espérons que la dynamique de consolidation de la paix dans la région conduira à une plus grande harmonie entre Djibouti et l'Érythrée. Nous félicitons le Premier Ministre Ahmed d'avoir remporté le prix Nobel de la paix pour ses efforts visant à promouvoir la paix et la stabilité régionales. L'amélioration des relations interétatiques dans la Corne de l'Afrique est une étape importante sur la voie de l'accroissement du commerce et du développement. Nous encourageons donc l'Envoyé spécial des Nations Unies dans la région à faciliter un dialogue plus approfondi sur l'amélioration de la coopération et de l'intégration. Nous attendons également des pays de la Corne de l'Afrique qu'ils améliorent leur coopération en faveur de la paix et de la stabilité régionales.

En particulier, nous exhortons l'Autorité intergouvernementale pour le développement et ses États membres à s'engager auprès des dirigeants du Soudan du Sud et à les encourager à réaffirmer leur attachement à la cessation des hostilités et à l'application de leur accord de paix. Lors de notre récente visite, le Conseil était uni dans son message selon lequel les dirigeants du Soudan du Sud doivent accepter un compromis en

vue de former un gouvernement de transition inclusif. Nous connaissons l'urgence de cette tâche parce que nous avons vu par nous-mêmes que l'échec politique en ce moment entraînera une catastrophe pour la population du Soudan du Sud, en particulier les femmes et les enfants. Les yeux de la communauté internationale restent fermement fixés sur le 12 novembre, date à laquelle nous attendons des parties qu'elles forment un gouvernement d'union nationale. Ce n'est là qu'un exemple des raisons pour lesquelles la pleine participation des femmes à nos institutions de pouvoir doit être une priorité pour chacun et chacune d'entre nous.

Le Conseil a une occasion incroyable d'aider à assurer l'inclusion significative des femmes dans la prévention, le règlement et le rétablissement des conflits en Afrique. Mais, franchement, ce n'est pas seulement une opportunité. C'est une obligation. Lorsque les femmes sont impliquées, il en résulte une paix plus durable et une plus grande sécurité. En conséquence, si le Conseil veut vraiment s'acquitter de son mandat fondamental, utilisons la solution qui a été ignorée pendant si longtemps alors qu'elle est bien en vue. Donnons à plus de femmes une place à la table et écoutons ce qu'elles ont à dire.

M. de Rivière (France) : Je tiens tout d'abord, Madame la Présidente, à saluer votre accession à la présidence du Conseil et à remercier l'Afrique du Sud pour avoir exercé ses fonctions avec efficacité pendant tout le mois d'octobre et pour avoir d'ailleurs dirigé le Conseil dans la Corne de l'Afrique. Je remercie la Vice-Secrétaire générale pour son intervention. Je remercie également l'Observatrice permanente de l'Union africaine pour sa présentation.

Le déplacement de la Vice-Secrétaire générale dans la Corne de l'Afrique tombe à point nommé, tant la région connaît aujourd'hui une dynamique encourageante. Les femmes en sont parties prenantes et cette dynamique doit leur bénéficier dans la durée. La résolution que nous avons adoptée la semaine dernière l'a rappelé : l'heure est à la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, dans toutes ses dimensions et partout dans le monde. Les Nations Unies doivent être entièrement mobilisées en appui aux États.

Nous encourageons les efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général Parfait Onanga-Anyanga s'agissant de la participation politique des femmes dans la Corne de l'Afrique. Nous saluons les efforts entrepris par le Premier Ministre éthiopien pour renforcer la paix dans la région, notamment avec la signature d'un accord

avec l'Érythrée et son action au Soudan avec l'Union africaine. Nous nous réjouissons que le prix Nobel de la paix lui ait été attribué. Avec une femme Présidente et 10 femmes ministres, l'Éthiopie est un exemple à suivre en termes de participation politique des femmes.

La situation au Soudan est aussi encourageante et la France soutient les efforts du Premier Ministre Abdalla Hamdok pour parvenir à une paix durable et pour relancer l'économie. Les femmes soudanaises ont joué un rôle déterminant dans cette révolution. Elles ont mérité toute leur place dans la transition. Nous appelons ainsi au respect du quota pour les femmes fixé dans la Déclaration constitutionnelle. La présence de quatre ministres femmes dans le Gouvernement est positive, mais ce ne doit être qu'un début.

Malgré cette dynamique positive, des défis importants demeurent. Nous espérons qu'un gouvernement d'union nationale pourra être formé au Soudan du Sud d'ici le 12 novembre. Nous appelons à cet égard toutes les parties sud-soudanaises à respecter le quota de 35 % de femmes dans les organes de transition, conformément à l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud.

Nous appelons aussi de nos vœux un rapprochement entre Djibouti et l'Érythrée pour que les problématiques persistantes entre les deux pays soient résolues et nous considérons que le Conseil de sécurité doit continuer à suivre de près la question des relations entre ces deux pays.

Enfin, en Somalie, les avancées récentes de l'Armée nationale sont encourageantes, mais nous restons préoccupés par la fréquence et par l'intensité des attaques menées par les Chabab ainsi que par les violences sexuelles commises dans le pays. Nous appelons à la reprise du dialogue entre le Gouvernement fédéral somalien et les États membres fédérés et considérons que les femmes somaliennes ont un rôle clef à jouer dans ce processus.

Je conclurai en rappelant l'importance pour la France que toutes ces transitions permettent des avancées substantielles sur le terrain en ce qui concerne les résolutions sur les femmes et la paix et la sécurité.

M. Duclos (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous vous félicitons, Madame la Présidente, ainsi que la délégation du Royaume-Uni, de votre accession à la présidence des travaux du Conseil pour le mois de novembre. Nous vous souhaitons, ainsi qu'à votre délégation, plein succès dans vos travaux.

Nous félicitons également chaleureusement la délégation sud-africaine pour la manière dont elle a dirigé le Conseil au cours du mois d'octobre, qui a été très chargé, en vue de la réalisation de nos objectifs.

Nous remercions les intervenantes pour les informations précieuses qu'elles ont communiquées. Nous saluons en particulier la vision dont fait preuve la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Amina Mohammed, dans ses efforts pour comprendre et voir *in situ* la situation des femmes de la sous-région de l'Afrique de l'Est, aux côtés de M^{me} Bineta Diop, l'Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, et d'autres fonctionnaires de haut rang des deux organisations. Ce partenariat lui a donné une perspective globale et a contribué à renforcer la coopération et les synergies dans ce domaine.

Le Pérou est intimement convaincu de l'importance du leadership et de la participation active des femmes, dont l'impact s'est avéré non seulement positif mais aussi essentiel, en tant qu'agents de paix dans toutes les phases d'un conflit. À cet propos, le rapprochement avec les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux des divers pays de la sous-région a permis d'enregistrer des progrès importants, mais il a également révélé des éléments qui doivent encore être renforcés en ce qui concerne la problématique des femmes et la paix et la sécurité dans ces États. À titre d'exemple, les Somaliennes sont appelées à jouer un rôle de premier plan dans le développement économique de leur pays et dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. À ce titre, le Comité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste a tenu vendredi dernier une réunion visant précisément à tenir compte des questions de genre dans ces objectifs. Nous nous félicitons de la contribution apportée par les femmes et les jeunes aux efforts de paix et de sécurité dans ce pays, une contribution qui doit aussi s'étendre à leur participation effective aux élections fédérales de 2020-2021 et à la promulgation d'une nouvelle constitution. Nous voudrions avoir davantage d'informations sur le rôle et le leadership des organisations féminines dans ces processus.

Nous soulignons également le rôle que les femmes ont joué au Soudan en tant qu'élément clef du mouvement qui a conduit à la mise en place d'un gouvernement civil. M^{me} Alaa Salah, la responsable communautaire qui a contribué à mobiliser la population à cette fin, a présenté un exposé au Conseil la semaine dernière (voir S/PV.8649) et déploré le fait que les femmes ont été

mises à l'écart du processus politique dans les mois qui ont suivi la révolution. Nous savons gré également à la Vice-Secrétaire générale des informations qu'elle nous a communiquées aujourd'hui sur la situation actuelle au lendemain de ses récentes rencontres avec les dirigeants de cet État.

Dans ce contexte, nous considérons qu'il est primordial de promouvoir la participation des femmes soudanaises aux processus et mécanismes de participation politique et économique du pays, notamment leur participation accrue à la prise de décisions par le biais de la création de possibilités d'emploi et de l'accès aux postes gouvernementaux. Il en va de même pour les femmes à Djibouti, en Érythrée et dans les autres pays de la sous-région. À cette fin, le Conseil doit maintenir et renforcer l'attention qu'il porte à la question de l'égalité des genres et au programme pour les femmes et la paix et la sécurité, en particulier au moment d'élaborer les mandats et d'assurer le suivi des recommandations qui ont été faites à cet égard.

Je voudrais conclure en réaffirmant la détermination du Pérou à poursuivre la mise en œuvre de mesures concrètes en faveur de la participation des femmes à ces processus, qui, comme nous l'avons dit, permet de les rendre encore plus efficaces et inclusifs.

M^{me} Van Vlierberge (Belgique) : Qu'il me soit permis tout d'abord, Madame la Présidente, de vous souhaiter plein succès pour votre présidence de ce mois-ci et de remercier l'Afrique du Sud de sa présidence réussie.

Je salue et remercie la Vice-Secrétaire générale ainsi que la Représentante de l'Union africaine pour leurs messages utiles suite à leur mission conjointe dans la Corne de l'Afrique.

Il y a quelques jours seulement, je saluais la présence ici de M^{me} Alaa Salah, représentante de la société civile soudanaise. En effet, le rôle joué par les femmes dans les récents développements au Soudan est crucial et a été reconnu comme tel avec l'annonce de leur inclusion au sein du Gouvernement de transition. L'évolution au Soudan est, de plus, un bel exemple du rôle que joue l'Union africaine dans la recherche d'une solution africaine à une crise africaine, comme l'ont démontré également les deux intervenantes. Pour toutes ces raisons, la Belgique se réjouit vivement de l'initiative de ces missions communes avec l'Union africaine, et apprécie particulièrement le focus élargi de celles-ci qui englobe paix et sécurité, développement,

et questions humanitaires. Nous sommes de fervents adeptes d'une coopération accrue entre l'ONU et l'Union africaine, et d'une approche intégrée des pays en crise et en transition.

La région de la Corne de l'Afrique a connu en l'espace d'un an des évolutions positives, même si les résultats sont fragiles. La participation significative des femmes dans les processus politiques est essentielle pour consolider ces résultats. Certains premiers pas ont été franchis – je pense par exemple à la nomination de femmes ministres, à l'adoption de législations relatives à l'égalité des genres. La Présidente Sahle-Work Zewde est non seulement la première femme Présidente de l'Éthiopie, elle est aussi la seule femme chef d'État en exercice en Afrique. Elle porte par ailleurs haut la cause des femmes dans son pays et sur le continent africain. Il s'agit de poursuivre dans la même voie et de mettre en œuvre les décisions. Les échéances électorales sont des opportunités à saisir pour assurer la participation significative des femmes; nous serons attentifs à cet aspect, en particulier pour les premières élections au suffrage universel depuis des décennies qui seront organisées l'an prochain en Somalie.

L'ONU peut et doit montrer l'exemple, en œuvrant à une réelle parité au sein des missions et des représentations; nous appelons également les pays fournisseurs de contingents à redoubler d'efforts dans ce sens. Et avec modestie, nous tous autour de la table, nous pouvons faire notre autocritique. C'est en maintenant cette question à l'ordre du jour que le Conseil pourra faire une différence. Je serais intéressée d'entendre de la part de la Vice-Secrétaire générale le suivi qui sera donné à cette mission et le soutien que le Conseil pourrait fournir afin d'encourager nos partenaires de la région à poursuivre leurs engagements.

M. Lewicki (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. Nous vous souhaitons plein succès et vous assurons de notre appui. Je tiens également à remercier nos collègues sud-africains du brio avec lequel ils ont dirigé les travaux du Conseil en octobre.

Je remercie de leurs exposés très éclairants la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Amina Mohammed, et l'Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, l'Ambassadrice Fatima Kyari Mohammed.

Nous nous félicitons de la mission conjointe menée par les représentants de l'ONU et de l'Union africaine dans la Corne de l'Afrique. Nous y voyons une mise en œuvre pratique du partenariat entre l'ONU et l'Union africaine pour relever de façon coordonnée et globale les défis de l'Afrique en matière de paix et de sécurité. Au fil des années, la Corne de l'Afrique a été perçue comme une région instable et déchirée par les conflits. Aujourd'hui, nous assistons à une dynamique politique nouvelle et prometteuse. La Corne de l'Afrique a maintenant une occasion singulière de surmonter enfin son histoire de conflits et de pauvreté et d'œuvrer ensemble à forger un avenir de paix et de progrès.

Si nous voulons que ces transitions soient couronnées de succès et que la paix dans la région soit durable, une participation véritable des femmes s'impose. Cette participation pleine et entière des femmes au processus de paix et aux processus politiques de manière plus générale est non seulement une question de représentation égale des femmes et des hommes, c'est aussi un gage de qualité. Ce qui compte, c'est que les femmes aient réellement un rôle de premier plan à jouer. Les femmes de la Corne de l'Afrique méritent d'être associées sur un pied d'égalité à toutes les prises de décisions. Nous encourageons la région à veiller à ce que les femmes puissent faire entendre haut et fort leur voix dans la prise de décisions, depuis le processus initial de rétablissement de la paix jusqu'à la création et au développement d'institutions gouvernementales locales et nationales. Nous savons qu'il y a des femmes qui ont la formation nécessaire pour assumer ces rôles, nous savons qu'il y a des femmes disponibles pour des postes de haut niveau, nous savons aussi que l'on trouve des femmes qualifiées partout.

Dans ce contexte, nous nous félicitons de la nomination récente de femmes à des postes à responsabilités au Soudan. Dans le cas de la Somalie, nous espérons que les autorités garantiront un quota de 30 % de femmes lors des prochaines élections, ce qui offrira aux femmes une occasion historique de participer aux premières élections au suffrage universel organisées dans le pays depuis 50 ans.

Les faits montrent que les efforts en matière de sécurité sont plus efficaces et plus durables lorsque les femmes contribuent à la prévention et à l'alerte rapide, à la médiation, au maintien de la paix, au règlement des conflits et à la reconstruction après les conflits. Si nous prenons au sérieux notre engagement en faveur d'une Corne de l'Afrique plus pacifique, plus durable et plus

prospère, nous n'avons tout simplement pas d'autre choix que d'investir dans les femmes, de leur donner voix au chapitre dans tous les processus de prise de décisions pertinents et d'appuyer leur autonomisation politique, sociale et économique. La Pologne est convaincue que le Conseil de sécurité restera uni pour encourager la participation des femmes à la vie politique dans la Corne de l'Afrique et, ce faisant, continuera de contribuer à l'instauration d'une paix et d'un développement durables dans la région.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord féliciter la délégation sud-africaine de sa présidence du Conseil de sécurité durant le mois d'octobre et saisir cette occasion pour souhaiter plein succès au Royaume-Uni pendant sa présidence du Conseil en novembre.

Nous remercions M^{me} Amina Mohammed et M^{me} Fatima Kyari Mohammed de leurs témoignages, de leurs évaluations et de leurs recommandations concernant la mise en œuvre des différents piliers du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et son incidence sur le développement de chaque pays de la sous-région. Nous nous félicitons vivement de la coopération entre l'Union africaine et l'ONU dans cette quête de stabilité, de paix et de développement durable dans la région.

Tirant parti du vent d'espoir qui souffle sur la sous-région à la suite de l'accord de paix conclu entre l'Éthiopie et l'Érythrée, la récente visite de la Vice-Secrétaire générale met en lumière le rôle crucial des femmes en matière de paix et de sécurité et représente un moment important pour la promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous prenons acte des progrès importants réalisés en Éthiopie, notamment la parité hommes-femmes au sein du Gouvernement, l'élection d'une femme à la présidence et la représentation des femmes au Parlement fédéral, qui s'élève à près de 40 %. Le rôle des femmes et leur leadership, y compris celui des jeunes femmes dans les processus de paix, doivent être encouragés et soutenus afin que nous puissions récolter les dividendes de la paix, de la sécurité et du développement.

Il est essentiel de jeter les bases d'une politique inclusive et de renforcer le respect des droits et la représentation des femmes dans le système politique. À cet égard, nous sommes préoccupés par le fait que le projet de Constitution de la Somalie ne garantit pas de représentation équitable des femmes. Toutefois, nous nous félicitons du fait que le Gouvernement s'est engagé

à garantir la participation des femmes à la prise de décisions politiques dans le cadre de la révision constitutionnelle d'ici juin 2020. Nous serions reconnaissants à la Vice-Secrétaire générale de bien vouloir préciser si des mesures supplémentaires ont été proposées dans le cadre du projet de Constitution au cours des délibérations, afin de garantir la représentation et l'inclusion des femmes dans le prochain processus électoral en Somalie, conformément au principe « une personne, une voix ».

À l'occasion du récent débat public sur les femmes et la paix et la sécurité (voir S/PV.8649), M^{me} Alaa Salah, une jeune femme symbole des manifestations au Soudan, s'est adressée au Conseil et a présenté des recommandations auxquelles nous devons réfléchir et donner suite. Nous savons que les femmes et les jeunes étaient en première ligne de ces manifestations porteuses de transformation, et M^{me} Salah a souligné que même si les femmes étaient à l'avant-garde de la révolution, elles sont actuellement reléguées à l'arrière-plan. Nous voudrions que la Vice-Secrétaire générale nous dise si ses récentes discussions ont porté sur les mesures prises par le Gouvernement soudanais pour mettre en œuvre son plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité et pour répondre à la préoccupation dont nous a fait part M^{me} Salah. Nous croyons comprendre que le renouvellement du mandat de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour nous donnera l'occasion de repenser une stratégie de sortie permettant de préserver la capacité de la mission en matière de protection des civils, en particulier les femmes et les enfants, et de surveillance des violations des droits de l'homme.

Nous appelons à la poursuite de ces missions afin de renforcer la coopération entre l'Union africaine et l'ONU. Cela permettra d'améliorer et d'élargir la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans la région, à un moment où nous sommes confrontés à tant de défis importants, tels que les changements climatiques, dont les effets néfastes ont une incidence toute particulière sur les femmes et représentent un facteur multiplicateur de menaces à la paix et la stabilité. Nous soulignons le rôle des femmes, y compris des jeunes femmes, dans la réalisation de ces objectifs.

Étant donné que c'est sa dernière semaine au Conseil, je saisis cette occasion pour souhaiter plein succès à l'Ambassadeur Jonathan Cohen dans ses nouvelles fonctions. Ce fut vraiment un honneur de siéger au Conseil à ses côtés.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais tout d'abord féliciter le Royaume-Uni de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour novembre. La Chine est également reconnaissante à l'Afrique du Sud pour son action pragmatique et efficace en tant que Présidente du Conseil en octobre.

La Chine remercie de leurs exposés la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed et M^{me} Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Nous nous félicitons de la mission conjointe de solidarité effectuée par l'Union africaine et l'ONU dans la Corne de l'Afrique et saluons l'importance que l'ONU et l'Union africaine accordent au rôle majeur que jouent les femmes en matière de paix, de sécurité et de développement régionaux. Étant donné l'emplacement stratégique déterminant de la Corne de l'Afrique, le maintien de la stabilité dans la région est important pour la paix et le développement dans toute l'Afrique.

Récemment, des progrès positifs, qui ont été largement applaudis par la communauté internationale, ont été enregistrés sur les fronts politique et économique et en matière de sécurité dans la Corne de l'Afrique. Des défis subsistent néanmoins. En particulier, les droits et intérêts des femmes dans les domaines de la paix et du développement ne sont toujours pas véritablement garantis, ce qui nécessite une assistance internationale constante. À cet égard, je souhaite souligner les points suivants.

Premièrement, il faut régler les différends par le dialogue et la concertation. L'ONU et la communauté internationale doivent agir dans le respect de la souveraineté des États, jouer un rôle de médiation actif et faciliter les pourparlers de paix, aider les pays de la région à instaurer une confiance mutuelle, régler les questions politiques brûlantes et créer un environnement propice à la survie et au développement des femmes touchées par les conflits. La Chine a toujours aidé les pays africains à trouver des solutions africaines aux problèmes africains et elle les appuie dans leurs efforts pour donner aux femmes un rôle de premier plan dans la prévention des conflits et la médiation, tout en veillant à ce qu'elles participent pleinement aux processus de prise de décision, de consolidation de la paix après un conflit et de développement national.

Deuxièmement, il faut respecter le rôle moteur des pays concernés, auquel incombe la responsabilité première de la protection des femmes en situation de

conflit. Ils doivent adopter une approche intégrée s'agissant d'apporter des garanties de sécurité et des secours humanitaires, et lutter résolument contre les violations des droits des femmes dans les situations de conflit. La communauté internationale doit pleinement respecter les pays africains, leur faire confiance et les soutenir, et apporter une assistance constructive pour répondre aux besoins des pays concernés. Le Conseil de sécurité, la Commission de consolidation de la paix, ONU-Femmes et les autres organismes compétents doivent, en fonction de leurs mandats respectifs, maximiser leurs avantages respectifs et renforcer la coordination pour promouvoir conjointement le rôle majeur des femmes en matière de paix et de sécurité.

Troisièmement, le développement socioéconomique doit être dûment pris en considération. Nous devons donner la première des priorités à ces domaines et nous efforcer d'éliminer les causes profondes des conflits en favorisant un développement socioéconomique global des pays de la région. La Corne de l'Afrique est confrontée à certains problèmes, tels le chômage et les afflux de réfugiés, et a besoin que la communauté internationale l'aide à relever les défis du développement, à renforcer ses capacités et à tirer parti du rôle que peuvent jouer les femmes touchées par un conflit pour contribuer à la paix et à la sécurité régionales. Les Nations Unies doivent pleinement tirer parti de leurs divers mécanismes, notamment les équipes de pays et le Programme des Nations Unies pour le développement, pour fournir une assistance constructive, ce qui permettra d'améliorer l'aptitude des pays africains à parvenir à un développement socioéconomique durable.

La Chine et l'Afrique ont toujours fait partie d'une communauté d'avenir partagé. La Chine appuie fermement les pays africains dans leurs efforts pour maintenir la paix et la stabilité régionales. La Chine est prête à collaborer avec les pays africains et la communauté internationale tout entière pour porter les travaux des Nations Unies sur les femmes et la paix et la sécurité vers de nouveaux sommets et apporter de nouvelles contributions à la paix et au développement en Afrique.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Nous vous souhaitons, Madame la Présidente, plein succès au cours de votre présidence des travaux du Conseil pour ce mois. Nous remercions également l'Ambassadeur Matjila et les membres de sa délégation pour leur remarquable présidence du Conseil le mois dernier.

Je remercie la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Amina Mohammed, et l'Observatrice permanente

de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, M^{me} Fatima Mohammed, de leurs exposés sur leur récente visite conjointe dans la Corne de l'Afrique.

Je voudrais axer ma déclaration sur trois questions : le caractère central de la sécurité en Afrique; les faits nouveaux survenus cette année; et les femmes et les jeunes.

S'agissant du caractère central de la sécurité en Afrique, les liens entre la Corne de l'Afrique et la paix et la sécurité sont démontrés par la tenue de la présente séance, qui intervient alors que le prix Nobel de la paix a été attribué au Premier Ministre éthiopien, M. Abiy Ahmed. Le Koweït félicite une nouvelle fois les dirigeants et le peuple éthiopiens pour cet honneur mérité. La visite conjointe a également coïncidé avec la réunion annuelle entre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et le Conseil de sécurité.

Les liens sociaux, religieux, culturels, économiques et sécuritaires entre la péninsule arabique, et l'ensemble de la région arabe, et la Corne de l'Afrique sont historiques et multiformes, et unissent étroitement la situation sécuritaire de ces deux régions. La Ligue des États arabes joue un rôle important dans la sécurité du continent africain. De même, l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement jouent un rôle central dans la sécurité stratégique arabe. Nous rappelons aujourd'hui avec satisfaction les résultats obtenus récemment à cet égard grâce aux dirigeants de la région, emmenés par le Serviteur des deux saintes mosquées et les dirigeants de la Corne de l'Afrique, dans le but de parvenir à des rapprochements et d'instaurer la paix. Nous espérons voir une plus grande coopération arabo-africaine dans un avenir proche, en particulier durant le cinquième sommet afro-arabe, qui se tiendra à Riyad à la fin du mois.

En ce qui concerne les événements de cette année, la réconciliation entre l'Éthiopie et l'Érythrée, le rapprochement entre l'Érythrée et Djibouti, l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, le rôle crucial de l'ONU et de l'Union africaine dans l'instauration de la paix et de la sécurité en Somalie, et le dialogue avec les mouvements armés au Soudan sont autant d'exemples de la volonté des dirigeants et des peuples de la Corne de l'Afrique d'instaurer la paix dans un délai d'un an. C'est pourquoi nous nourrissons l'espoir d'une coopération et d'une intégration régionale encore plus marquées entre ces peuples. Les résultats obtenus par les peuples de la Corne de l'Afrique en vue

d'instaurer la paix et de panser les blessures du passé sont des exemples à suivre et méritent notre admiration, notre appui et notre reconnaissance.

Nous saluons et encourageons les visites de l'ONU et des organisations régionales dans les États de la Corne de l'Afrique. Nous espérons que d'autres visites de ce type auront lieu à l'avenir, et nous appelons à continuer de s'intéresser à cette région clef, dont la sécurité est étroitement liée à celle de la navigation et du commerce internationaux.

Quant aux femmes, qui représentent la moitié de nos sociétés, et aux jeunes, ils sont le pilier des peuples et incarnent leur avenir. Ces deux groupes, qui sont majoritaires dans la société de nombreux États de la région, ont un rôle central à jouer dans la réalisation et la consolidation de la paix. J'en veux pour preuve l'exemple récent du changement démocratique au Soudan. Le fait que les femmes ait obtenu des postes à responsabilités dans l'appareil de l'État, entre autres postes souverains et portefeuilles ministériels importants en Éthiopie, au Soudan et au Soudan du Sud, encourage à poursuivre l'autonomisation des femmes sans tarder, et à faire en sorte que cela se reflète dans leur représentation dans les organes législatifs au Soudan et au Soudan du Sud.

Les informations que la Vice-Secrétaire générale nous a données, dans son exposé, sur l'autonomisation des femmes et leur rôle dans le rétablissement et la consolidation de la paix, nous rappellent qu'investir dans les êtres humains, en particulier dans les femmes et les jeunes, ne doit pas concerner les seules questions de guerre ou de paix, mais être un projet ininterrompu impliquant de nombreuses questions étroitement liées. Le Conseil de sécurité déploie des opérations multidimensionnelles car il est convaincu qu'il importe de traiter globalement des questions de sécurité et de paix; dans le même esprit, les questions relatives aux femmes et aux jeunes sont également étroitement liées à la paix et à la sécurité.

Enfin, nous nous félicitons de cette visite historique dans la Corne de l'Afrique et nous espérons voir davantage de progrès et de prospérité pour les peuples de cette région et de toute la région arabo-africaine. Par ailleurs, nous souhaitons plein succès à notre collègue, l'Ambassadeur Jonathan Cohen, dans ses nouvelles responsabilités.

La Présidente (*parle en anglais*) : Avant que nous poursuivions, je tiens à dire qu'il y aura une autre occasion, dans le courant de la semaine, de rendre

l'hommage qui s'impose à M. Jonathan Cohen. Nous communiquerons la date aux membres du Conseil de sécurité. Pour celles et ceux qui entendent se rendre à Greentree, il me semble qu'ils pourront le faire là-bas.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : J'espère pouvoir rendre hommage à l'Ambassadeur Cohen à une date ultérieure.

En premier lieu, je tiens à vous féliciter, Madame la Présidente, de l'accession du Royaume-Uni à la présidence du Conseil de sécurité, et féliciter mon frère, l'Ambassadeur Jerry Matjila, de l'excellence de la présidence sud-africaine. Je remercie également notre sœur, la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed, et l'Ambassadrice Fatima Mohammed, de leurs exposés.

Nous avons assisté à des changements historiques en matière de paix dans la Corne de l'Afrique, qui a longtemps été le théâtre de conflits et tensions internes complexes. Le rapprochement entre l'Éthiopie et l'Érythrée l'an dernier a déclenché un dialogue entre l'Érythrée, Djibouti et la Somalie, ce qui a permis que la région soit mieux positionnée pour privilégier l'amitié et la coopération. Je me souviens que le Secrétaire général a déclaré très à propos qu'« un vent d'espoir souffle dans la Corne de l'Afrique » et c'est avec plaisir que j'ai entendu le même message de la bouche de ma sœur Amina Mohammed. Elle a quitté ces cinq pays avec un sentiment d'espoir et d'optimisme, et tel doit être le point de départ du présent débat. Je voudrais souligner plusieurs points.

Le premier concerne la primauté des solutions pacifiques pour régler les différends. Nous sommes pleinement conscients des questions bilatérales non réglées et des blessures ouvertes, qui pourraient raviver les tensions dans la région. La communauté internationale doit continuer d'encourager les pays de la région à régler leurs différends en suspens par des moyens pacifiques, tout en leur donnant des possibilités de continuer à se rapprocher. Le rapprochement dans la Corne de l'Afrique a démontré l'intérêt des solutions africaines aux problèmes africains. Le dialogue est essentiel en vue de renforcer la confiance et de rapprocher les positions pour régler les questions en suspens.

Mon deuxième point a trait à la nécessité de faire front commun contre les problèmes de sécurité communs. Les pays de la région sont toujours confrontés à de nombreux facteurs de conflit, notamment les difficultés socioéconomiques, la marginalisation et la faiblesse de la gouvernance. Le terrorisme reste l'une

des principales menaces à la sécurité dans la région. Il faut s'attacher à réduire au minimum l'impact des conflits en cours dans les alentours de la région et protéger le libre passage dans la mer Rouge. L'ONU a élaboré une stratégie régionale globale de prévention pour la Corne de l'Afrique. Nous espérons qu'elle contribuera aux efforts nationaux et aux mandats de prévention de l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

Troisièmement, la coopération économique est la clef d'une paix durable. La Corne de l'Afrique occupe une position stratégique sur une des principales voies de transit mondiales et est dotée d'abondantes ressources naturelles. Les pays de la région font partie des économies africaines qui se développent le plus rapidement. Il faut tirer parti du rapprochement pour promouvoir la coopération économique et le commerce intrarégional, en mettant à profit le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine. En outre, ces efforts pourraient faciliter la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. À cette fin, l'Indonésie est déterminée à renforcer sa coopération économique et au service du développement avec l'Afrique, notamment grâce au renforcement des capacités et à l'organisation du Forum Indonésie-Afrique et du Dialogue Indonésie-Afrique sur les infrastructures.

Mon quatrième point porte sur l'impératif de faire de l'intégration et d'une véritable participation des femmes une réalité. Je pense que nous en avons entendu beaucoup parler ce matin et je me félicite du message clair envoyé à ce sujet par la mission de solidarité effectuée par l'ONU et l'Union africaine dans la Corne de l'Afrique. Les femmes jouent un rôle important en tant qu'actrices de paix. Leur participation aux processus de paix est un facteur de réussite important. Ma délégation est encouragée par la détermination des dirigeants de la région à renforcer la contribution des femmes à la vie politique et à la consolidation de la paix. Nous saluons le record de 50 % de femmes au sein du Gouvernement éthiopien.

Nous voudrions faire écho à la déclaration de la Vice-Secrétaire générale, Amina Mohammed, s'agissant de rendre hommage aux femmes soldats de la paix. Durant ma visite à Dubaï, je me suis entretenu avec les femmes soldats de la paix indonésiennes et d'autres femmes soldats de la paix au sein d'autres missions, et elles m'ont dit que nous devons faire davantage en ce qui concerne les kits de déploiement, les zones de vie et les congés dans les foyers car les femmes ont

également des obligations envers leurs familles dans leurs pays. C'est une question dont je parle depuis trois ans. À cet égard, j'ai une question simple à poser à la Vice-Secrétaire générale. Que peut faire le Conseil et quelles incitations spécifiques et concrètes peut-il offrir pour accroître le nombre de femmes soldats de la paix au sein des missions? Nous ne pouvons pas continuer à faire des déclarations sans indiquer concrètement ce que le système des Nations Unies propose comme incitation. Je pense notamment aux exemples qui ont été mentionnés précédemment.

M. Adom (République de Côte d'Ivoire) : Madame la Présidente, je voudrais à mon tour vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité et vous exprimer le plein soutien de la Côte d'Ivoire ainsi que nos vœux de succès. Je voudrais également adresser mes chaleureuses félicitations à mon ami et frère Jerry Matjila et à toute son équipe pour leur conduite remarquable des travaux du Conseil durant le mois écoulé.

Ma délégation salue la tenue de cette séance d'information consacrée à la visite conjointe de solidarité organisée par l'ONU et l'Union africaine au mois d'octobre dernier dans la Corne de l'Afrique. Elle remercie pour la qualité de leurs rapports M^{me} Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale, et l'Ambassadrice Fatima Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Les récents événements positifs observés dans la Corne de l'Afrique traduisent éloquentement la détermination des autorités des pays de la région à s'inscrire dans une dynamique de renforcement de la stabilité et de promotion du développement durable. Toutefois, en dépit des progrès enregistrés, l'ensemble des pays de cette région d'Afrique reste encore confronté à des défis majeurs liés à la paix, à la sécurité et au développement. Les femmes sont indéniablement la frange de la population qui paie un lourd tribut à la poursuite de l'instabilité.

Aussi la Côte d'Ivoire salue-t-elle la tenue de cette visite conjointe, qui intervient dans un contexte marqué par des questions relatives à la coopération entre l'ONU et l'Union africaine ainsi qu'à la contribution des femmes à la paix et à la sécurité. Au-delà de son caractère politique, cette visite est le signe tangible de la nécessaire coordination des efforts des deux institutions pour relever les défis multidimensionnels dans la région, notamment l'implication des femmes dans les activités de maintien et de consolidation de la paix.

Si le renforcement de la contribution des femmes à la paix et à la sécurité passe par l'accroissement de leur présence dans les instances politiques de prise de décisions et dans les mécanismes de prévention des conflits et les politiques de consolidation de la paix, il n'en demeure pas moins que leur autonomisation financière et leur inclusion dans le tissu économique national restent une exigence sans laquelle leurs contributions resteront marginales. À cela s'ajoute l'exigence d'une offre adéquate de nos gouvernants en matière d'éducation, de santé et d'autonomisation pour les femmes et les jeunes filles afin de renforcer leur posture sociale, et par conséquent, leur participation plus active à l'ensemble des dispositifs sociopolitiques de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

La récente visite des membres du Conseil de sécurité dans la Corne de l'Afrique, les éclairages fournis la semaine dernière par le Représentant spécial du Secrétaire général, Parfait Onanga-Anyanga, et tout ce qu'a dit la Présidente ce matin permettent d'espérer des lendemains meilleurs, qu'il s'agisse du Soudan, du Soudan du Sud ou des relations entre l'Éthiopie et l'Érythrée, la Somalie et Djibouti, le Kenya et la Somalie et ainsi de suite.

Assurément, une dynamique vertueuse et pleine d'espoir s'est installée dans la Corne de l'Afrique. Le Conseil se doit de travailler à sa consolidation et à son caractère inclusif, en offrant une place croissante aux femmes, mais aussi aux jeunes. La vigilance du Conseil et son attention soutenue doivent être permanentes à cet égard.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je tiens à rendre hommage à l'Ambassadeur Matjila. Le mois d'octobre a été très chargé, et nous avons passé une semaine en Afrique. Je pense avoir passé plus de temps avec l'Ambassadeur Matjila qu'avec ma femme le mois dernier.

Je souhaite bonne chance au Royaume-Uni, qui entame sa présidence en cette belle journée. J'aurais aimé que les rideaux soient ouverts pour laisser entrer une partie de ces rayons de soleil dans la salle. D'autre part, le Royaume-Uni nous a séparés de nos frères et sœurs français pour un mois. Mon unique consolation est que j'ai maintenant le privilège d'être assis à côté de l'Observatrice permanente de l'Union africaine.

Je voudrais tout d'abord remercier la Vice-Secrétaire générale de son exposé. Je trouve que c'était une excellente idée de se rendre dans la Corne de

l'Afrique. Nous souscrivons à tous les messages que la Vice-Secrétaire générale a fait passer au sujet de l'autonomisation et de la participation des femmes. Elle a aussi parlé des violences sexuelles, qui continuent malheureusement d'être commises, et je voudrais ici rendre hommage à la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Pramila Patten. Sa présence au Conseil montre bien qu'il s'agit toujours d'un sujet de préoccupation.

J'ai également jugé très encourageants les propos de la Vice-Secrétaire générale sur la coopération régionale, notamment sur son évolution et son importance. Mais je pense que le message le plus important ici est que les missions conjointes de l'Union africaine et de l'ONU, qui attestent de la coopération entre les deux organisations, sont aujourd'hui une tradition véritable et florissante. La preuve en est que lorsque nous, membres du Conseil de sécurité, nous sommes rendus en Éthiopie pour rencontrer le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, la Vice-Secrétaire générale s'y trouvait aussi, ce qui démontre l'intensité des échanges entre l'Union africaine et l'ONU.

Pour ce qui est de l'exposé de M^{me} Fatima Mohammed, je suis tout à fait d'accord avec son point essentiel, à savoir que la paix et la sécurité n'ont aucune chance si les femmes sont exclues. Je dois dire que s'agissant du Soudan du Sud, le seul pays où la Vice-Secrétaire générale ne s'est pas rendue, il me semble que si plus de femmes y occupaient des postes de premier plan, la situation serait différente. Je me félicite de l'ouverture de la branche éthiopienne du Réseau des femmes d'influence en Afrique et, à cet égard, je voudrais rendre hommage à la Présidente éthiopienne, qui est à l'origine de ce lancement. S'agissant de cette dernière, je voudrais me faire l'écho des propos de ma collègue belge, qui a souligné qu'elle était non seulement la première femme Présidente de l'Éthiopie, mais aussi la seule femme chef d'État en exercice en Afrique. Nous pensons sincèrement que cela doit changer. Les constitutions de certains pays n'autorisent pas les femmes à être présidentes ou premières ministres, ce qui pose, selon moi, un gros problème.

S'agissant des différents endroits où la Vice-Secrétaire générale s'est rendue, nous voudrions bien sûr rendre hommage à l'Éthiopie, où la réunion du Conseil de sécurité avec le Premier Ministre a été très fructueuse, mais nous sommes tous conscients des nombreux problèmes auxquels il est confronté au niveau

national pour faire adopter son programme de réforme et faire accepter son message en faveur de la réconciliation nationale. Ce n'est donc pas le moment de relâcher les efforts.

En ce qui concerne le Soudan, l'Ambassadeur Singer Weisinger a déjà parlé de la séance de la semaine dernière au cours de laquelle M^{me} Alaa Salah, une femme merveilleuse et très courageuse, a présenté un exposé (voir S/PV.8649). Les jeunes femmes de Khartoum ont fait entendre leur voix et ont joué un rôle considérable durant les manifestations pacifiques. Elles ont été la cheville ouvrière de la révolution pacifique au Soudan, mais elles ne sont pas suffisamment représentées au sein du Gouvernement de transition et dans les pourparlers de paix en cours. Je ne peux que me faire l'écho de la question de l'Ambassadeur Singer Weisinger concernant ce qui peut être fait pour que davantage de femmes participent. Des mesures doivent également être prises pour mettre fin aux mutilations génitales féminines au Soudan – autre problème grave.

Pour ce qui est de l'Érythrée, nous observons certes quelques changements dans le pays. Cependant, quand on y regarde de plus près, on constate que les frontières terrestres de ce pays ne sont toujours pas complètement ouvertes. De nombreux Érythréens sont encore soumis au redoutable service national, y compris les femmes qui suivent un entraînement paramilitaire dans le camp de Sawa.

À Djibouti, nous saluons les efforts déployés pour promouvoir le rôle des femmes dans la vie politique et économique du pays, mais nous estimons là encore qu'il faut faire davantage pour lutter contre la discrimination et la violence à l'égard des femmes, notamment en ce qui concerne l'application des lois et la lutte contre l'impunité.

En Somalie également, nous jugeons important que les femmes jouent un rôle majeur dans la réconciliation du pays, notamment dans la gestion et la prévention des conflits. Il sera essentiel de garantir une forte participation des femmes au processus électoral de 2020-2021, aussi bien en tant que candidates et qu'électrices. C'est à cette aune que nous évaluerons la situation du pays et la mise en œuvre effective du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous appuierons cette participation, et nous espérons sincèrement que, comme l'a dit la Vice-Secrétaire générale, les vents du changement soufflent bel et bien sur le pays. Nous la remercions à nouveau d'avoir conduit cette

visite, qui a été extrêmement précieuse en ce qu'elle a permis à la fois de faire passer un message et de prendre des mesures.

M. Esono Mbengono (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord féliciter l'Afrique du Sud pour sa présidence très réussie durant le mois d'octobre et pour l'adoption de la résolution 2439 (2019) sur les femmes et la paix et la sécurité. Nous souhaitons au Royaume-Uni une présidence fructueuse et l'assurons de la collaboration et de l'appui de la Guinée équatoriale. Mes remerciements vont également aux deux intervenantes, mes sœurs, M^{me} Amina Mohammed et M^{me} Fatima Kyari Mohammed, pour leurs exposés édifiants.

Nous célébrons à notre tour le dixième anniversaire de la création du mandat du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. C'est pourquoi notre gouvernement continuera d'appuyer les différentes composantes du dispositif des Nations Unies pour combattre la violence sexuelle en période de conflit armé, promouvoir les droits des femmes et les faire participer aux processus décisionnels.

La République de Guinée équatoriale estime que la coopération renforcée entre le Conseil de sécurité et l'Architecture africaine de paix et de sécurité, qui permet également de consolider les initiatives sous-régionales en faveur de la mise en œuvre des résolutions du Conseil visant à faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, entre autres, est un exemple du type de partenariat qu'il y aurait lieu de continuer à appuyer de manière plus prévisible. À cet égard, nous voudrions mettre en exergue les visites de haut niveau que la Vice-Secrétaire générale a effectuées en République démocratique du Congo et au Nigéria en 2017; au Niger, au Sahel, au Soudan du Sud et en Afghanistan en 2018; et en Éthiopie, à Djibouti, en Somalie et en Érythrée cette année, sans oublier sa visite au Cameroun en avril. Je voudrais également saluer le dévouement avec lequel le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit s'efforce de faire en sorte que ce programme soit systématiquement pris en compte, et encourager les initiatives stratégiques qu'il prend par l'intermédiaire du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité concernant les mesures de prévention et de répression

des violences sexuelles liées aux conflits en Afrique, avec l'appui d'ONU-Femmes, du Réseau des femmes d'influence en Afrique et de FemWise-Africa.

L'importance stratégique de la Corne de l'Afrique et l'évolution globalement positive de la situation dans la région rendaient cette visite conjointe de l'ONU et de l'Union africaine plus que nécessaire. Ces visites sont en train de devenir la norme pour les deux organisations, qui sont complémentaires dans la recherche de solutions susceptibles de changer la vie des populations sur le continent africain. La Guinée équatoriale a toujours salué la coopération entre ces deux organisations en Afrique en ce qu'elle constitue une formule très utile à même de donner des résultats positifs. La promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité doit continuer de faire l'objet d'une unité de critères et d'action afin d'accorder plus de place aux femmes à la table de négociation et lors de la prise de décisions et, partant, de tirer parti de leur point de vue incomparable. Ce n'est qu'ainsi, et avec l'appui d'institutions sous-régionales telles que l'Autorité intergouvernementale pour le développement, qu'il sera possible de progresser en matière de règlement des conflits et de consolidation de la paix dans la sous-région et sur l'ensemble du continent.

La participation des femmes à la recherche de solutions aux problèmes qui touchent la région doit être encouragée. Les femmes et les jeunes doivent être au cœur des efforts visant à forger une paix et un développement durables et à rechercher des solutions durables dans un contexte de crise humanitaire. Les femmes ont toujours un rôle prépondérant à jouer dans les situations consécutives à un conflit.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais tout d'abord vous souhaiter la bienvenue, Madame la Présidente, à la présidence du Conseil de sécurité et vous souhaiter ainsi qu'à votre équipe plein succès ce mois-ci. Nous remercions également nos collègues sud-africains pour la manière dont ils ont dirigé les travaux du Conseil en octobre.

Nous remercions les intervenantes d'aujourd'hui la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Amina Mohammed, et l'Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, M^{me} Fatima Mohammed, – des informations qu'elles ont fournies sur les résultats de la visite de solidarité conjointe effectuée par les deux organisations dans la Corne de l'Afrique. À notre avis, de telles visites sont utiles en ce qu'elles reflètent pleinement le ferme engagement des secrétariats de l'ONU et de l'Union africaine à élaborer

des approches communes pour les problèmes les plus complexes en Afrique.

La Corne de l'Afrique traverse une période cruciale de son histoire, caractérisée par le déblocage de différends entre les États et le rétablissement des contacts directs entre les pays. Le 11 octobre, le prix Nobel de la paix pour 2019 a été attribué au Premier Ministre éthiopien, M. Abiy Ahmed, pour ses efforts en faveur du rapprochement entre l'Éthiopie et l'Érythrée et de la normalisation de la situation générale dans la région, ce qui confirme que les événements en cours dans ces pays sont d'une importance capitale. Nous prenons également note de la poursuite du processus de normalisation entre l'Érythrée et Djibouti. La situation dans les régions frontalières demeure stable. Nous savons que les progrès en matière de coopération bilatérale se sont ralentis. Toutefois, le règlement de cette question passe par un dialogue soutenu et le cas échéant, une médiation des puissances régionales, à commencer par l'Éthiopie. D'une manière générale, cette question ne constitue plus une menace pour la paix et la sécurité internationales et nous ne voyons pas la nécessité de la maintenir à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

La situation en Somalie reste tumultueuse. En particulier, l'intensification des activités des Chabab dans le centre et le sud du pays est une source de préoccupation. Nous estimons que la Mission de l'Union africaine en Somalie reste le principal instrument de lutte contre les Chabab. Étant donné la situation humanitaire difficile, nous comptons poursuivre notre assistance à la Somalie et aux réfugiés somaliens dans les pays voisins par des contributions préaffectées aux fonds pertinents du Programme alimentaire mondial (PAM). Nous continuerons également à former des fonctionnaires somaliens dans le cadre du budget national.

Nous nous félicitons de la normalisation de la situation au Soudan. Une déclaration constitutionnelle a été signée, un Premier Ministre a été élu et un Gouvernement de transition a été formé. À présent, la tâche de la communauté internationale est d'apporter son appui en vue du relèvement économique de ce pays. Nous appuyons l'appel de la Vice-Secrétaire générale en faveur de la levée des mesures restrictives unilatérales imposées à ce pays, qui sont toujours en vigueur.

Nous prenons note de l'évolution positive de la situation au Soudan du Sud. Dans le même temps, il n'est pas évident qu'il sera possible de former un gouvernement de transition d'ici au 12 novembre, tel que stipulé dans l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au

Soudan du Sud. Nous espérons que les parties au conflit redoubleront d'efforts pour régler ce problème dans les délais convenus.

Nous convenons que le règlement des questions de paix et de sécurité dans la région doit être appuyé par des efforts visant à promouvoir le développement socio-économique des pays concernés. Nous saluons l'action coordonnée menée par les organismes des Nations Unies dans ce domaine. Les questions de développement économique font partie intégrante des relations entre notre pays et les États du continent, ce qui a été confirmé une fois de plus par le premier sommet Russie-Afrique qui s'est tenu à Sotchi en octobre. En tant que donateur d'aide internationale au développement, la Russie fournit un appui aux partenaires africains par des voies bilatérales et multilatérales, notamment au moyen de contributions affectées à des programmes d'aide internationale en faveur de l'Afrique. Tout récemment, le Gouvernement russe a décidé d'augmenter de 10 millions de dollars le montant de ses contributions volontaires annuelles au PAM, dont j'ai parlé tout à l'heure. Ces fonds seront versés chaque année au Fonds du PAM pour l'assistance à l'Afrique. D'autres mesures sont également en cours d'élaboration.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Avant toute chose, je voudrais féliciter le Royaume-Uni de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de novembre. Soyez assurée, Madame la Présidente, de l'appui de l'Afrique du Sud à vos efforts durant ce mois. Dans un autre ordre d'idées, je voudrais également féliciter l'équipe d'Angleterre de rugby de sa performance durant la Coupe du monde de rugby et lors de la finale. Dans tous les sports, nos équipes ont toujours été animées d'un esprit de compétition sain, comme cela a été démontré à nouveau durant les matches de la Coupe du monde de rugby au cours de cette année et le week-end dernier.

Nous voudrions remercier la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Amina Mohammed, et l'Observatrice permanente de l'Union africaine (UA) auprès de l'Organisation des Nations Unies, M^{me} Fatima Mohammed, de leurs exposés. Nous nous félicitons de la visite conjointe au Soudan, à Djibouti, en Éthiopie, en Érythrée et en Somalie dirigée par la Vice-Secrétaire générale de concert avec M^{me} Bineta Diop, Envoyée spéciale du Président de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, et M. Parfait Onanga-Anyanga, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique. L'accent mis lors de cette

visite conjointe ONU-UA sur les femmes et la paix et la sécurité et sur l'attachement de la communauté internationale à la paix, à la stabilité et à l'organisation d'élections crédibles dans ces pays est un élément important. L'Afrique du Sud voudrait aussi saluer le rôle que l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et d'autres partenaires internationaux ont joué pour faciliter les processus d'édification de l'État et de consolidation de la paix dans la Corne de l'Afrique.

Comme nous l'avons vu tout récemment, le vent d'un changement positif souffle dans la Corne de l'Afrique. Les perspectives de paix et de relations de bon voisinage s'améliorent, et ont des effets positifs sur de nombreux pays et citoyens ordinaires. Bien qu'encore fragiles, elles sont de bon augure pour l'objectif visant à faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020. C'est dans ce contexte d'ouvertures pacifiques que l'Afrique du Sud remercie la Vice-Secrétaire générale, l'Ambassadrice Mohammed et leurs collègues à l'ONU et à l'Union africaine de leurs visites et de leurs nombreux dialogues avec les décideurs, les militants et les citoyens ordinaires lors de leur voyage fructueux dans la Corne de l'Afrique. Nous voudrions également saluer le rôle joué par le Premier Ministre éthiopien et Président en exercice de l'IGAD, M. Ahmed Abiy, dans la facilitation de l'accord de paix et du processus de transition au Soudan, ainsi que du rapprochement de son propre pays avec l'Érythrée.

En ce qui concerne le processus de paix en Soudan du Sud, nous prenons note des progrès accomplis jusqu'à présent dans la mise en oeuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Nous insistons sur l'importance qu'il y a pour les parties de respecter strictement la date limite du 12 novembre pour former un gouvernement d'unité nationale de transition revitalisé, et rappeler qu'il n'est pas question de retarder ou de repousser cette date butoir, qui arrive dans huit jours.

Ma délégation voudrait en outre souligner la nécessité de veiller à la poursuite des processus politiques dans la Corne de l'Afrique. À cet égard, l'Afrique du Sud réitère que les avances enregistrées ne peuvent être renforcées et pérennisées que grâce à la poursuite de la coopération et du dialogue entre les pays de la région. Nous soulignons que les mesures prises jusqu'à présent marquent une étape importante dans les efforts que déploie l'Afrique pour faire les armes d'ici à 2020 et approfondir l'intégration régionale

et continentale, conformément à l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Nous sommes d'accord avec ce qu'a dit la Vice-Secrétaire générale devant le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, le 21 octobre à Addis-Abeba, en soulignant que l'inclusion des femmes contribue à l'élaboration de processus de prise de décisions adaptés qui permettent de parvenir au développement durable. Nous partageons également son point de vue selon lequel, dans les situations de conflit et en matière de prévention de la violence, les efforts de médiation et de rétablissement de la paix déployés par les femmes se sont avérés plus efficaces.

La participation des femmes aux activités de maintien de la paix des Nations Unies au sein des composantes militaire, policière et civile demeure également négligeable malgré l'adoption de la résolution 2242 (2015), qui demandait le doublement du nombre de femmes dans les contingents militaires et les effectifs de police des opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans un délai de cinq ans, délai qui est presque arrivé à son terme. Nous avons toutefois été encouragés par l'adoption à l'unanimité par le Conseil, le 29 octobre 2019, sous notre présidence, de la résolution 2493 (2019), qui exhorte les États à renouveler leur engagement en faveur du programme d'action pour les femmes et la paix et la sécurité, notamment en créant des conditions sûres pour les femmes qui exercent des responsabilités et qui œuvrent pour la paix ainsi que pour les acteurs qui protègent et promeuvent les droits de l'homme et pour les acteurs politiques à travers le monde.

Nous devons continuer d'appuyer le discours selon lequel les femmes, y compris les jeunes femmes, sont des agents de changement. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, et comme nous l'avons vu dans de nombreux exemples partout dans le monde, ce sont elles qui ont le plus grand potentiel de transformation des sociétés, y compris en matière de consolidation de la paix et d'édification des nations. Nous devons nous efforcer de fournir les ressources nécessaires à la tenue d'élections et à la mise en œuvre des accords de paix, comme nous le constatons dans les processus qui se déroulent dans la Corne de l'Afrique et ailleurs dans le monde.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant de l'Afrique du Sud pour ses paroles bienveillantes concernant l'équipe d'Angleterre de rugby.

Je vais maintenant faire une déclaration à titre national.

Je tiens à dire que nous partageons l'appui solide qui a été exprimé en faveur de la visite de la Vice-Secrétaire générale et de l'Ambassadrice Mohammed. Je pense qu'il s'agit là d'une entreprise fantastique pour souligner à quel point le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est essentiel pour la paix et la sécurité en Afrique. Le Royaume-Uni soutient fermement dans leur demande tous nos collègues qui ont appelé aujourd'hui à accroître le nombre de femmes dans les processus politiques en général et dans les processus de paix en particulier. En conséquence, je pense que cela signifie qu'il faut mettre encore plus l'accent sur la question de l'éducation des filles afin que nous puissions commencer à aider les jeunes filles et les femmes à prendre la place qui leur revient à la tête de leurs communautés et de leurs nations. Je tiens à citer plusieurs exemples concernant certains pays.

Le Royaume-Uni a conclu un partenariat solide avec la Somalie pour servir et protéger les femmes et les filles. Nous nous efforçons d'associer les femmes aux efforts de réconciliation, à la réforme de la sécurité et au dialogue politique, et de lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, et nous appuyons l'accès à des soins complets de santé sexuelle et procréative. Je souscris pleinement à ce que d'autres ont dit aujourd'hui au sujet de la participation pleine, égale et significative des femmes aux prochaines élections en Somalie. Nous encourageons la Somalie à maintenir son engagement en faveur du quota de 30 % de femmes au Parlement, et nous espérons que les projets de loi sur les infractions sexuelles et les mutilations génitales féminines progresseront rapidement au sein des institutions législatives somaliennes.

S'agissant du Soudan, je pense que le Conseil de sécurité lui souhaite un avenir meilleur et veut faire tout ce qui est en son pouvoir pour l'appuyer. Le Royaume-Uni partage ce sentiment. À l'Assemblée générale, en septembre, nous avons été heureux d'entendre le Premier Ministre réitérer son attachement à la pleine participation des femmes au Gouvernement (voir A/74/PV.10). Nous avons tous évoqué la très importante contribution d'Alaa Salah au débat public de la semaine dernière (voir S/PV.8649), et je pense que nous misons sur un engagement et une participation encore plus grands des femmes à la vie publique.

Nous sommes très heureux que la Vice-Secrétaire générale ait pu se rendre en Érythrée. L'ONU et l'Union

africaine ont clairement la possibilité d'apporter de réels changements à leur collaboration avec l'Érythrée, à la suite de l'accord historique que le pays a conclu avec l'Éthiopie et de la levée des sanctions. Nous considérons qu'il est essentiel qu'un engagement international accru se traduise par de nouvelles améliorations de la sécurité régionale et des progrès concrets en matière de droits de l'homme dans la région.

Enfin, en ce qui concerne l'Éthiopie, je m'associe à mes collègues pour rendre hommage au Premier Ministre Abiy Ahmed et au prix Nobel de la paix qui lui a été décerné, et qui témoigne de son rôle important dans la promotion de la paix dans la région et dans les réformes politiques du pays. Ce que tout le monde a dit à propos de la Présidente éthiopienne est extrêmement important. C'est une très bonne chose que 50 % des postes ministériels de l'Éthiopie soient réservés aux femmes, et cela pourrait être une leçon pour nous tous. Nous espérons voir l'Éthiopie tirer parti de ces progrès et promouvoir la participation des femmes en tant qu'électrices et candidates aux prochaines élections, ainsi que réformer les institutions chargées de la sécurité et de la justice pour qu'elles répondent mieux aux besoins des femmes et des filles. La persistance des flambées de violence en Éthiopie est toutefois préoccupante et souligne la nécessité pour tous les acteurs d'œuvrer à la réforme des institutions et l'importance d'un dialogue pacifique.

Nous avons voulu que la présente séance soit interactive. Par conséquent, je voudrais poser quelques questions, si je puis me permettre, en plus de celles que mes collègues ont déjà évoquées.

Premièrement, en ce qui concerne l'éducation des filles, comment faire en sorte qu'un investissement accru dans l'éducation des filles se traduise par l'autonomisation économique des femmes? Je pense que l'Ambassadeur d'Indonésie a déjà demandé quelles étaient les mesures concrètes qui permettraient d'améliorer la participation des femmes dans les opérations de maintien de la paix. La Vice-Secrétaire générale nous en a donné quelques-unes, mais nous aimerions savoir s'il est possible d'en dire plus à ce sujet. Par ailleurs, de quel appui supplémentaire nos intervenantes pensent-elles que les femmes médiatrices et les actrices de la société civile ont besoin pour renforcer leur participation au dialogue politique?

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Je voudrais tout d'abord inviter la Vice-Secrétaire générale, puis l'observatrice de l'Union africaine, à répondre aux nombreuses questions qui ont été posées aujourd'hui. Je me ferai un plaisir de les répéter si nécessaire.

Je donne maintenant la parole à la Vice-Secrétaire générale.

La Vice-Secrétaire générale (parle en anglais) :

Je voudrais encore une fois exprimer ma profonde reconnaissance au Conseil de sécurité de nous avoir donné l'occasion de partager ce que je considère être non pas une simple visite dans la région, mais une visite qui nous a laissé beaucoup de travail à faire à notre retour, d'autant que le Conseil souligne l'urgence avec laquelle nous devons prendre des mesures à grande échelle pour appuyer les pays de la Corne de l'Afrique. Je voudrais également me joindre aux félicitations adressées à notre collègue d'Afrique du Sud pour le leadership dont il a fait preuve au cours de sa présidence en octobre. C'était un mois important pour les femmes et la paix et la sécurité, et, au-delà, la visite du Conseil de sécurité a été cruciale pour renforcer notre présence dans la Corne de l'Afrique. Et maintenant, sous votre direction en ce mois de novembre, Madame la Présidente, nous commençons par la reprise du débat public sur les femmes et la paix et la sécurité.

Un certain nombre d'initiatives ont été proposées au sein de l'ONU depuis que nous avons discuté de la visite avec nos collègues et demandé ce que nous pouvions faire de plus. Premièrement, en ce qui concerne les questions très précises qui ont été soulevées au cours de la visite, nos services de maintien de la paix examinent déjà ce que nous pouvons faire en ce qui concerne, par exemple, la liste des uniformes et les kits qui sont distribués. C'est déjà quelque chose dont nous pouvons tenir compte. Mais ce qui est important, c'est de savoir comment obtenir un meilleur retour d'expérience, comme celui-ci, sans avoir à attendre une visite. Je pense que c'est ce qui nous a le plus préoccupés. Nous ne devrions pas avoir à attendre une visite pour prendre conscience de ces difficultés.

Le renforcement des capacités que nous fournissons est insuffisant, et nous avons besoin de l'intensifier pour les femmes soldats de la paix. Elles ont besoin d'aide dans les cas où elles n'ont pas reçu de formation spécifique – par exemple, dans les centres auxquels nos soldats de la paix éthiopiens ont fait référence, en disant qu'ils en ont besoin de plus de formation et que nous devons identifier et recenser toutes les lacunes

en matière de compétences. Dans nos missions également, il serait utile d'obtenir un appui pour les postes qui sont axés sur une meilleure compréhension de ces aspects sexospécifiques. Nous voulons donc encourager les États Membres, lorsqu'ils examineront le montant des ressources budgétaires, à investir davantage dans ce domaine. Cela ne demande pas énormément de ressources, mais les fonds manquent à l'heure actuelle.

En outre, il y a de nombreuses femmes médiatrices formées au maintien de la paix, mais nous n'avons pas les ressources nécessaires pour les déployer, ni les contrôles et contrepoids dont nous avons besoin pour déterminer l'effectif féminin engagé dans les négociations dès le début, lorsque les bases sont jetées. Nous avons tous un rôle à jouer à cet égard en posant ces questions et en essayant de repousser les limites afin de voir des femmes participer aux processus dès le tout début. Cela s'applique particulièrement au Soudan, où les négociations de paix ont commencé, et où la réponse que l'on nous a donnée a été qu'elles venaient tout juste de commencer, qu'elles n'étaient pas encore à un stade avancé et qu'elles incluraient des femmes ultérieurement. Mais les femmes doivent être là dès le début. Je pense que le Premier Ministre était très enthousiaste et favorable à cette mesure, mais je crois que le reste de la communauté autour de la table devrait s'en saisir assez rapidement.

Ailleurs, toujours s'agissant des soldats de la paix, certains des problèmes concernaient la Mission de l'Union africaine en Somalie, qui compte plus de 1 000 soldats de la paix. À cet égard, sur la base des retours d'information, nous devons également être conscients de certains besoins dans la gestion de cette mission et l'appui que nous lui apportons.

S'agissant de l'éducation des filles, qui est un élément extrêmement important du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063, sans lequel nous ne serons pas en mesure de faire pas taire les armes, les jeunes doivent être éduqués – surtout les femmes et les filles – que ce soit dès le début dans le cadre de l'exercice du droit fondamental à l'éducation, ou plus tard dans le cadre des programmes d'éducation de la deuxième chance ou de renouvellement des compétences pour bon nombre de jeunes filles qui veulent se lancer dans la vie active et être plus à même de prendre ces décisions qui les concernent personnellement, mais qui ont aussi une incidence sur la collectivité. Cela confirme ce que nous avons observé au Soudan et en Érythrée, à savoir

qu'il importe de procéder à un examen approfondi des programmes scolaires afin de voir dans quelle mesure ils sont inclusifs et favorables à la scolarisation des filles. Nous continuerons de renforcer ces efforts.

La décennie d'action pour la réalisation des objectifs de développement durable approche. Dans cette perspective, je pense que nous devons intensifier les activités d'analyse et de planification, en tenant compte du contexte actuel. En ce qui concerne l'Afrique, nous évaluons la situation, notamment l'éducation des filles, sous l'optique de la prévention et des transitions. D'une part, il s'agit de prévention, mais d'autre part, nombreuses sont les filles et les femmes qui n'ont pas pu devenir autonomes, faute d'éducation. S'agissant de la stratégie pour la Corne de l'Afrique et du plan concernant le Soudan, il s'agit d'un domaine de planification important, notamment pour ce qui est des investissements qui seront faits au titre de la rubrique consacrée à l'éducation des filles.

J'ignore si d'autres questions ont été posées, mais nous sommes en train d'y donner suite. Organisme après organisme, le système des Nations Unies pour le développement accorde également de plus en plus d'importance à cette question.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie la Vice-Secrétaire générale pour les précisions qu'elle a apportées.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadrice Mohammed pour qu'elle réponde aux observations qui ont été faites.

M^{me} Mohammed (*parle en anglais*) : Avant de commencer mon intervention, je voudrais dire qu'il est particulièrement agréable d'avoir des échanges directs, et j'espère que nous aurons d'autres occasions de ce genre pendant la présidence en cours. Un certain nombre de questions ont été posées, et je vais essayer de donner des réponses générales, en faisant seulement quelques observations concernant certains pays en particulier.

Premièrement, s'agissant du Soudan, il faut encourager et accompagner la mise en œuvre de la Déclaration constitutionnelle du 17 août, qui a été mentionnée à plusieurs reprises. Mais plus important encore, il faut lever les sanctions pour permettre au Soudan d'aller de l'avant. Bien entendu, nous devons continuer d'encourager le pays à appuyer une participation accrue des femmes. La semaine dernière, le Conseil a eu l'occasion de le faire en entendant directement certaines des parties prenantes

qui sont sur le terrain (voir S/PV.8649), et il convient d'encourager ces échanges pour que ces acteurs puissent se faire entendre.

En ce qui concerne le Soudan du Sud, on a également mentionné à quelques reprises la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de paix revitalisé. La communauté internationale doit maintenir la pression. Il faut également encourager ce processus, en gardant à l'esprit que ce pays connaît une grave crise humanitaire. Ce sont les femmes et les enfants qui souffrent le plus de cette situation.

Pour ce qui est de la Somalie, qui, je pense, a également été mentionnée, et de la reprise du dialogue entre le Gouvernement central et les États membres fédérés, comme je l'ai indiqué brièvement la semaine dernière (voir S/PV.8650) nous avons commencé à étudier, dans le cadre de notre coopération avec l'ONU, la possibilité d'élaborer une stratégie politique pour faciliter la coordination de nos activités dans ce pays.

Je me félicite également des quatre points mentionnés par l'Indonésie concernant la primauté des règlements pacifiques des différends, en particulier le fait que si nous faisons front commun pour relever certains de ces défis communs, l'impact de notre action en sera renforcé. Concernant l'augmentation du nombre de femmes soldats de la paix, je pense que la Vice-Secrétaire générale a répondu à cette question. Toutefois, je tiens à souligner à nouveau que quels que soient notre appui et nos encouragements, nous devons également tenir compte du fait que les femmes soldats de la paix ont des besoins fondamentaux, notamment en Somalie. L'Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité nous a fait part de certains de ces besoins, tels que des toilettes pour femmes et des

questions relevant de la vie - par exemple, des serviettes hygiéniques et la possibilité de parler régulièrement à leur famille. Ce sont des choses simples qui peuvent être facilement négligées, mais qui permettent de soutenir les femmes et de les encourager à rester sur le terrain, notamment lorsqu'elles sont déployées.

Mon avant-dernier point porte sur les propos de la Vice-Secrétaire générale concernant l'éducation des filles, qui, à mon avis, se traduit indiscutablement par l'émancipation économique des femmes. Dans nombre de pays, nous avons constaté qu'en éduquant les filles, même les mères finissent par recevoir une éducation par procuration, tout simplement grâce à leurs expériences sur le terrain. Par conséquent, l'éducation des filles doit certainement être encouragée sans réserve.

Enfin, je pense que la Commission de consolidation de la paix offre de nouvelles possibilités. Elle est actuellement à l'œuvre dans la Corne de l'Afrique. J'espère que le prochain examen sera l'occasion d'explorer des possibilités relatives à la cohérence, au financement et à l'appropriation, en particulier au niveau régional et en collaboration avec les mécanismes régionaux et les communautés économiques régionales.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie S. E. M^{me} Mohammed pour les précisions qu'elle a apportées.

Je voudrais rappeler à mes collègues la règle des cinq minutes concernant les déclarations. Comme il est difficile pour les orateurs de voir leur microphone clignoter s'ils parlent pendant plus de cinq minutes et que tout le monde autour de la table peut facilement le voir, je prie les personnes assises derrière leurs ambassadeurs de bien vouloir le leur signaler.

La séance est levée à 11 h 55.